



Départ des enrôlés de force à la gare de Hollerich en 1942.

(Foto: Roger Weitzel)

## DOCUMENTER LA GUERRE

# L'histoire vue d'en haut

**La documentation et la recherche historique peuvent-elles se faire sous tutelle du Gouvernement?**

**La mémoire de la 2e Guerre mondiale peut-elle se réduire à l'histoire de la Résistance?**

**Le "Centre de documentation et de recherche sur la Résistance", auquel la Chambre vient de donner un statut légal, part de ces prémisses.**

(rw) - "Qui sommes nous à vouloir imposer nos concepts aux organisations de Résistance?", a lancé Jean-Claude Juncker lors du débat autour de la création d'un "Centre de documentation et de recherche sur la Résistance", le 19 décembre dernier. En fait, ce centre existe déjà, mais la nouvelle base légale devait lui conférer une structure et une mission plus claire.

**"Tous les événements, sans distinction"**

Le concept choisi est pourtant discutable. Les critiques qui ont été formulées lors du débat se concentrent sur trois points essentiels: le Centre n'est pas indépendant, mais sera placé directement sous la tutelle du ministre d'Etat; il ne s'aligne donc pas

aux instituts de recherche existants (pour la plupart des établissements publics), qui dépendent du ministère de la culture, de la recherche et de l'enseignement supérieur; et enfin, sa mission n'est pas claire.

Si dans son titre, la mission du Centre est réduite à la documentation de la Résistance, l'exposé des motifs du projet de loi admet: "Dès 1995 le Gouvernement a exprimé le vœu que le Centre de Documentation s'occupe de tous les événements, sans distinction, qui se sont produits au cours de ces années difficiles". En effet, il est difficile à concevoir que ce Centre de Documentation limite sa tâche à regrouper les seuls documents relatifs à la Résistance." Néanmoins, la Résistance reste la première priorité du Centre, et parmi ses missions, on note la subtile différence entre "recenser, rassembler, archiver et conserver la documentation relative à la Résistance" et "soutenir et animer, par tous les moyens disponibles, la sauvegarde de la mémoire collective".

A première vue, on pourrait acquiescer à l'attitude de Jean-Claude Juncker. Le Centre de documentation est né dans le contexte des associations de la Résistance, et, plus précisément, du Conseil national de la Résistance, sorte de confédération des organisations de la Résistance reconnue officiellement en 1967. Mais il n'est pas inconnu que la tendance de cet organe est plutôt conservatrice.

Et puis, l'approche du ministre d'Etat dissimule tout un débat autour de l'historiographie luxembourgeoise.

S'il paraît déjà étonnant que pendant des dizaines

d'années, il n'y a pas eu de recherche officielle du tout, la réduction de cette recherche au seul aspect de la Résistance est inconcevable.

Peut-être que là n'est pas l'intérêt des organisations du souvenir de la Résistance, en-

core qu'elles devraient s'intéresser concrètement à une recherche historique qui donne une image aussi objective que possible du temps de la 2e Guerre mondiale. C'est uniquement ainsi que la Résistance peut être comprise dans toute son ampleur.

## Un demi-siècle de retard

Par contre, il est du devoir de l'Etat luxembourgeois de créer les instruments pour une documentation et une recherche aussi complète que possible de la guerre. Le Luxembourg, depuis plus d'un demi-siècle, évite ce que d'autres pays, gagnants ou perdants, ont entamé au plus tard dans les années 60, à savoir la recherche systématique sur tous les aspects de la guerre: avant-et après-guerre, résistance, collaboration, vie économique et sociale. En Belgique, le "Centre d'Etudes et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines" a vu le jour en 1969 sous la dénomination de "Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale". En France, l'"Institut d'histoire du temps présent" - une unité de recherche d'un CNRS - est héritier d'une histoire qui remonte aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale.

Certes, à Luxembourg aussi, il y eu plusieurs tentatives dans la direction d'une recherche historique plus systématique autour de la 2e Guerre mondiale, notamment sous l'ère social-libérale. Mais jusqu'ici, aucun projet ne

s'est concrétisé sous forme d'un institut de recherche disposant d'une certaine autonomie et doté de ressources financières et humaines. D'ailleurs, l'idée d'élargir le sujet de la recherche autour de la 2e Guerre mondiale à toute l'histoire du vingtième siècle, respectivement à l'histoire contemporaine, qui fraye son chemin dans les pays avoisinants, sonne utopique à Luxembourg. Alors même que le projet d'une université vient enfin d'être déposé, la recherche en histoire luxembourgeoise continue à se réduire aux mémoires de maîtrise d'étudiant-e-s ou aux études qu'effectuent des fonctionnaires ou enseignant-e-s dans leur temps libre.

Si ses missions avaient été élargies, sa structure rendue plus autonome et son programme de travail défini sur une base scientifique, le Centre de documentation et de recherche sur la Résistance aurait pu pallier à cette lacune. Mais, mis à part l'éternel argument financier, il s'agit aussi d'une question de courage politique. Car il est beaucoup moins risqué de ne favoriser que la recherche sur le Luxembourg héroïque que de s'empêtrer dans les débats plus compliqués et douloureux sur la collaboration, la complicité ou la non-assistance.

## HISTORIOGRAPHIE

# Taches aveugles

**Le choix de l'historiographie luxembourgeoise est significatif: alors que la Résistance a été son sujet de prédilection, les chapitres plus difficiles de l'histoire de la 2e Guerre mondiale, par exemple celui sur la Wehrmacht, commencent seulement à être écrits. Il en reste d'autres.**

(rw) - "En Tabu ass méi wéi en Zensurakt. En Tabu as méi wéi en einfacht Vergiessen oder Iwerbetounen. [...] D'Verbrieche vun der Wehrmacht woaren net nëmme politesch a gesellschaftlech tabu, si woaren och nom Krich um individuelle Plang fir all déi eenzel Offizéieren oder Zaldoten, déi implizéiert woaren, en Tabu. [...] Och hei zu Letzebuerg iwrigens. Et gi vill Berichter vun Zwangsrekrutéierten iwert dat, wat se hu misse matmaachen. Mee an deene Berichter geet ganz wéineg Rieds vun de Verbrieche vun der Wehrmacht." Ces phrases de Denis Scuto dans son discours d'ouverture de l'exposition sur les crimes de la "Wehrmacht" donnent une dimension luxembourgeoise à un débat qui à première vue semble exclusivement allemand. Scuto a évoqué comme exemple la participation - volontaire ou involontaire - de jeunes soldats luxembourgeois de la Wehrmacht à la déportation et au meurtre de personnes juives en Pologne en 1942, qui vient d'être décrite par Paul Dostert.<sup>1</sup>

Le sujet de la Wehrmacht n'est qu'une des taches aveugles de l'historiographie

luxembourgeoise officielle sur la 2e Guerre mondiale. D'aucuns ont cherché à combler ces lacunes par les moyens du bord: la description de la situation de la communauté juive, les études sur le rôle des anti-fascistes d'avant-guerre, ou encore sur l'idéologie exprimée par la presse d'avant-guerre ont été traités dans des contributions de livres ou des mémoires de thèse.

Mais nombre de sujets mériteraient des analyses plus fouillées, nombre de questions subsistent et interpellent. Par exemple en ce qui concerne la communauté juive à Luxembourg: l'antisémitisme latent parmi la population luxembourgeoise d'avant-guerre, mais aussi le refoulement en Allemagne nazie par le gouvernement luxembourgeois de 350 personnes juives ayant cherché asile à Luxembourg en 1938 restent à être analysés<sup>2</sup>. Cela vaut également pour la proportion énorme de la population juive qui a été déportée et exterminée par l'occupant comparée au nombre impressionnant de réfractaires qui ont été cachés au Luxembourg pendant la guerre. De

## Crime et tabou

Au-delà de son objectif premier - remettre en question une certaine interprétation de l'histoire allemande - l'exposition sur les crimes de la "Wehrmacht", actuellement ouverte à Esch-sur-Alzette a également le mérite de déclencher d'autres discussions. A Luxembourg plus spécialement, elle force les générations qui ont vécu l'atrocité de la guerre, mais aussi celles plus récentes, à jeter un nouveau regard sur le phénomène de l'enrôlement de force qu'ont subi nombre de jeunes Luxembourgeois lors de la 2e Guerre mondiale. Mais elle apporte également, par sa propre recherche de l'objectivité, de nouveaux arguments à la critique de l'historiographie officielle luxembourgeoise, telle qu'elle vient à nouveau de se manifester par l'esprit de la loi "portant création d'un centre national de documentation et de recherche sur la résistance", votée il y a quelques semaines. Et des aléas rencontrés par la volonté de montrer l'exposition sur la "Wehrmacht" à Luxembourg ressort la force du tabou de la guerre, mais aussi le poids des combats politiques actuels autour de la mémoire collective.

EXPO WEHRMACHT

# "Susciter un sursaut parmi les générations nouvelles"

Henri Wehenkel vient de renoncer, par lettre du 4 décembre, à ses activités au service du Musée national de la Résistance d'Esch-sur-Alzette. L'exposition sur la "Wehrmacht", y est pour quelque chose. woxx s'est entretenu avec l'historien.



Henri Wehenkel

**woxx: Quel a été votre rôle dans le musée?**

Le Musée national de la Résistance d'Esch-sur-Alzette a été fondé sur une initiative des organisations de la Résistance d'Esch qui remonte à 1949. Il s'agissait alors d'associer les "martyrs de la liberté" aux "martyrs du travail", de relier la lutte contre l'occupant à la lutte pour les droits humains et droits sociaux, qui a marqué l'histoire du bassin industriel. En 1985, j'ai été contacté ensemble avec d'autres historiens lors du 40e anniversaire de la Libération, afin de rénover le Musée selon des critères scientifiques.

La réouverture en tant que musée "national" était cependant liée à certaines conditions: une commission de surveillance, dirigée par Aloyse Raths, ordonnait que l'exposition ne devait pas porter sur le temps d'avant-guerre et que le terme de "fascisme" ne devait pas être utilisé. La conception de Raths fut de mettre l'accent sur l'unité de la Résistance en effaçant les différences, tandis que nous voulions en montrer la diver-

sité, les origines et les perspectives multiples. Cette conception d'une lutte purement patriotique excluait les volontaires de la guerre d'Espagne et les antifascistes italiens, qui pouvaient être évoqués tout au plus comme victimes sous le chapitre de la Gestapo. Nous avons dû accepter des compromis pour ne pas risquer un boycott par la majorité des organisations de Résistance.

A l'époque, Serge Hoffmann et moi, de même qu'André Hoffmann, qui était le président de la commission de gérance, avons accepté ce compromis, parce qu'il nous semblait important de relancer ce musée dans lequel on ne se limitait pas à montrer une seule catégorie de résistance. Et nous avons pu animer dans ce cadre un certain nombre de débats avec des témoins ou des historiens qui ont enrichi et élargi les perspectives historiques.

Ce travail s'est fait à base de volontariat, dans le temps libre qui restait à chacun. L'exposition de documents se contentait souvent de textes et de photocopies. Vers la fin

3700 personnes juives vivant au Luxembourg au début de la guerre (dont environ 900 de nationalité luxembourgeoise), 1200 sont mortes en déportation.

10.211 jeunes hommes luxembourgeois furent enrôlés de force. Des 3500 déserteurs et réfractaires de la Wehrmacht, 2500 furent cachés sur

territoire luxembourgeois<sup>3</sup>. Guy Thewes constate: "Peu de juifs - les chiffres que nous avons entendus varient entre trois et neuf - ont été cachés sur le sol luxembourgeois."<sup>4</sup>

Où encore pour les transports des personnes juives vers les ghettos et les camps de concentration de l'Est qui eurent lieu d'octobre 1941 à septembre 1943 et qui, contrairement à l'enrôlement de force, ne suscitèrent pas de protestations ouvertes de la part de la population. Dans le même registre, il faudrait éclaircir l'attitude de la Commission administrative, composée de conseillers de gouvernement remplaçant les ministres en exils: minutieusement, elle dressa les listes des personnes juives qui allaient servir aux transports vers les camps de concentration.

En outre, il faudrait se pencher sur le destin d'environ 200 Sinti et Roms déportés du Luxembourg par l'occupant ou sur la situation des travailleurs et travailleuses soviétiques déportés vers le Luxembourg. Mis à part l'ARBED, l'attitude des entreprises luxembourgeoises vis-à-vis de l'occupant<sup>5</sup> est un chapitre qui reste entièrement à écrire. Enfin, la période d'après-guerre, avec les purifications et les actes de règlement de comptes, (comportant notamment des viols) doit être approfondi.

Beaucoup de scientifiques craignent d'analyser ces faits par peur de verser dans le voyeurisme ou d'assouvir par certaines révélations l'appétit d'un public avide de scandales. Mais cette pudeur paraît inadaptée face à la nécessité de créer une image plus complète et plus nuancée que celle qui existe aujourd'hui. Est-il naïf de vouloir croire qu'en se penchant moins sur les faits héroïques et plus sur les tâches aveugles, en décrivant l'horreur de la guerre dans toute sa complexité, l'historiographie pourrait servir plus efficacement à son rôle pédagogique de prévention de guerres futures? En tout cas, elle répondrait davantage à son devoir d'objectivité.

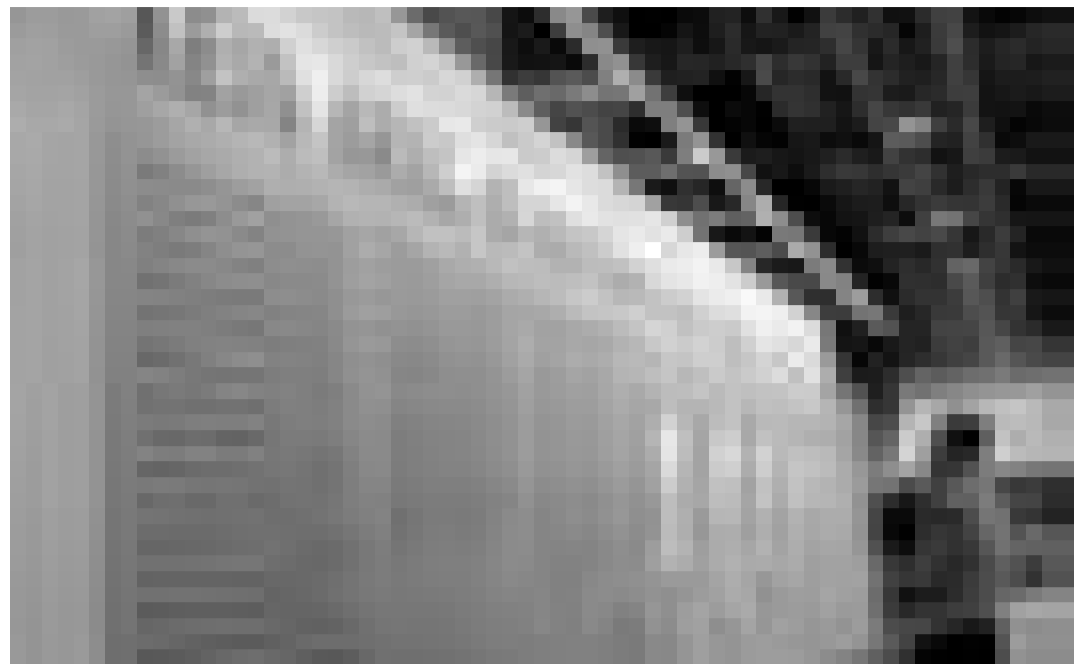
<sup>1</sup> voir Dostert, Paul: Die Luxemburger im Reserve-Polizei-Bataillon 101 und der Judenmord in Polen. In: Hémecht 2000, cah. 1, p. 81-99.

<sup>2</sup> Hohengarten André: Die nationalsozialistische Judenpolitik in Luxemburg, p. 16.

<sup>3</sup> ibidem p. 83.

<sup>4</sup> Thewes, Guy: De la mémoire à l'histoire. In: et wor alles net esou einfach, p. 364.

<sup>5</sup> Hohengarten André: Die nationalsozialistische Judenpolitik in Luxemburg, p. 6.



Pas de guerre dans le sens traditionnel: l'exposition à voir actuellement à Esch met l'accent sur les responsabilités de la 'Wehrmacht' dans l'extrême brutalité de la guerre allemande contre l'Union soviétique.

des années 90, nous nous sommes rendus compte que, si nous voulions attirer les jeunes, nous devions introduire dans le Musée des méthodes muséographiques modernes, forcément coûteuses. D'autres musées comme le "Mémorial de la Déportation" à Hollerich, dont le concept est celui d'une Résistance traditionnelle, patriotique et monarchiste ou bien le "Musée national d'histoire militaire" à Diekirch, disposaient de beaucoup plus de moyens que le musée d'Esch où le nombre des visiteurs stagnait.

Le Ministère de la Culture, auquel nous avons présenté notre concept, voulait investir davantage de moyens financiers, mais seulement sous la condition de prendre le Musée sous sa tutelle. Pour nous, il importait cependant que le musée garde son autonomie et sa personnalité. Cela n'aurait pas exclu une collaboration avec le "Centre de documentation et de recherche" installé à la Villa Pauly, dans laquelle nous aurions mis l'accent sur le côté musée, le Centre sur le côté archive.

Après des études coûteuses et la formation d'une commission, l'idée de la rénovation ne fut plus poursuivie. L'activité du Musée se réduit maintenant au gardiennage et à des visites guidées périodiques. Pour l'administration communale c'est la solution la plus économique. Le danger est grand qu'on déclare un jour que le Musée n'a plus de raison d'être et qu'il pourra servir à garer les voitures. C'est dommage, parce que le Musée essayait de faire entrer une conception de la Résistance qui n'était pas nationaliste et dont le point central était le combat pour la liberté.

**Qu'est qui vous a poussé à démissionner du comité de gérance du musée?**

Dans le cadre de notre programme d'activité, l'idée surgissait de faire venir l'exposition sur la "Wehrmacht" à Luxembourg. Je fus chargé de prendre les contacts nécessaires auprès de l'"Institut für Sozialforschung" hambourgeois qui avait créé l'exposition. Lors de notre recherche d'une salle adéquate pour montrer l'exposition, la ville

d'Esch nous informa qu'il n'y avait pas de telle salle sur son territoire. Ayant dû me désister par manque d'une salle convenable, ma surprise fut grande quand j'appris qu'un concurrent était sur les rangs et que pour lui, une salle était bien disponible à Esch. Même procédé en ce qui concerne la table ronde qui aura lieu ce soir sur la recherche historiographique, dont l'idée avait été lancée par notre musée et dont nous avons été éliminés, Serge Hoffmann et moi-même.

Si j'ai démissionné, c'est que j'ai constaté que nous sommes bloqués de toutes parts et que plus rien n'est possible dans ce cadre-là. Mais j'ai démissionné aussi pour susciter un sursaut parmi les générations nouvelles.

**Le nouveau "Centre de documentation et de recherche sur la Résistance" a été critiqué pour avoir réduit son sujet de recherche à la Résistance. N'est-ce pas une critique qui vaut également pour le Musée de la Résistance eschois?**

Tout à fait. Au début, par exemple, le sujet de l'enrôlement de force était tabou. Les résistants ne voulaient pas être mêlés aux enrôlés de for-

ce. Notre intention en tant qu'historiens était dès le début de sortir de ce carcan. En reconstruisant l'histoire, il faut replacer les "héros" dans leur contexte. Il n'y a pas une histoire de la Résistance, une histoire des enrôlés de force, une histoire des collaborateurs, mais une seule histoire qui commence bien avant 1940 et qui ne se termine pas en 1945. La tâche d'un Conseil national de la Résistance est de distinguer des "héros".

**Un musée peut-il fonctionner alors sous l'égide des organisations de résistance?**

Les résistants ont vécu la guerre, ils sont par principe intéressés à ce sujet et sont dépositaires d'une mémoire collective, sur laquelle peut s'appuyer notre effort. Le travail historiographique et muséographique doit pouvoir se faire cependant en toute indépendance en sauvegardant l'esprit critique. Ce n'est pas le dialogue avec les résistants qui a mis en question notre travail, mais les prétentions de fonctionnaires, qui veulent fixer un cadre rigide à ce que doit être ou ne pas être la Résistance.

interview: Renée Wagener

## Verbrechen der Wehrmacht

L'exposition est encore ouverte jusqu'au 26 janvier.

Heures d'ouverture: tous les jours sauf lundi de 10 à 18 hrs, le jeudi jusqu'à 21 hrs.

Visites guidées samedi à 14 et à 16 hrs, dimanche à 11, 15 et 16 hrs ou sur rendez-vous.

Conférences et débats dans le cadre de l'expo:

Aujourd'hui vendredi 10 janvier

Table ronde: "Der Stand der historischen Forschung über die Luxemburger Zwangsrekrutierten im Zweiten Weltkrieg"

Jeudi, 16 janvier

"Besatzungszeit in Luxemburg"

conférence donnée par Aimé Knepper, Emile Hemmen et André Hausmann

Vendredi, 17 janvier

"Berichte eines Überlebenden aus Auschwitz"

conférence donnée par Jacques Rotenbach

Mercredi, 22 janvier

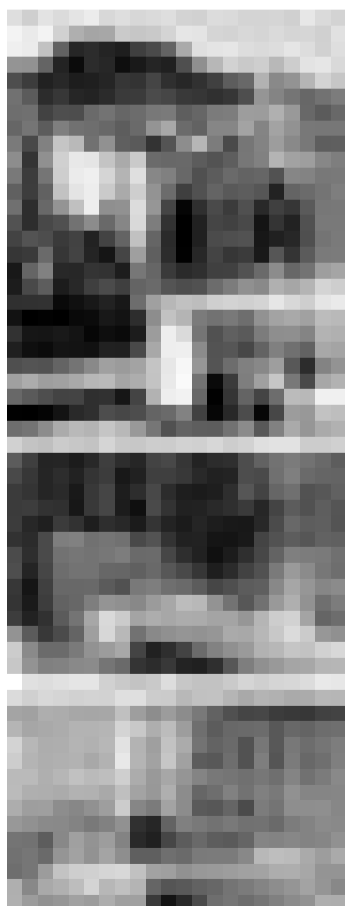
"Wenn Hitler den Krieg gewonnen hätte"

conférence donnée par Ralph Giordano

Jeudi, 23 janvier

"Mythos Wehrmacht. Nachkriegsdebatten und Traditionspflege in der Bundesrepublik Deutschland"

pour les détails, lieux et heures des conférences, voir [www.esch.lu](http://www.esch.lu)



La destruction de la synagogue de Luxembourg-Ville en 1943.